Plan de protection des ocÃ©ans : Rapport final de lâ€™Examen de la Loi sur le pilotage

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
June 2018

Le Canada possÃ¨de le plus long littoral au monde, et nos ocÃ©ans sont l'une de nos plus importantes ressources. Le transport maritime est essentiel non seulement dans la vie de tous les Canadiens, mais aussi pour acheminer les produits vers les marchÃ©s de faÃ§on sÃ©curitaire et responsable. Le gouvernement du Canada a donc tenu sa promesse en effectuant l'Examen de la Loi sur le pilotage dans le cadre du Plan de protection des ocÃ©ans. L'Examen de la Loi sur le pilotage, lancÃ© le 31 mai 2017, visait Ã moderniser la Loi sur le pilotage, tout en conservant les Ã©lÃ©ments qui appuient l'excellent bilan de sÃ©curitÃ© du pilotage au Canada. L'Examen s'est terminÃ© le 30 avril 2018, aprÃ¨s de vastes consultations Ã l'Ã©chelle du pays. Le rapport final recommande de renforcer les cinq principales composantes de la loi suivantes : son objectif et ses principes, son modÃ¨le de gouvernance, sa structure de la main-d'œuvre, son cadre de sÃ©curitÃ© et son processus d'Ã©tablissement des tarifs. Les conclusions de l'Examen aideront le gouvernement Ã prendre des dÃ©cisions quant Ã l'avenir du pilotage au Canada. Marc Garneau, ministre des Transports consultera aussi les intervenants principaux et les peuples autochtones Ã propos des conclusions du rapport final. Les changements possibles seront harmonisÃ©s avec les rÃ©alitÃ©s actuelles et futures du rÃ©seau de transport maritime.

Le Plan de protection des ocÃ©ans, d'une valeur de 1,5 milliard de dollars, est le plus gros investissement jamais rÃ©alisÃ© pour protÃ©ger les cÃ´tes et les voies navigables canadiennes. GrÃ¢ce Ã ce plan, le gouvernement du Canada met en place un systÃ¨me de sÃ©curitÃ© maritime parmi les meilleurs au monde, qui offre des possibilitÃ©s Ã©conomiques aux Canadiens dÃ¨s aujourd'hui, tout en protÃ©geant nos cÃ´tes et nos voies navigables pour les gÃ©nÃ©rations Ã venir. Ce travail est rÃ©alis en Ã©troite collaboration avec les peuples autochtones, les intervenants locaux et les collectivitÃ©s cÃ´tiÃ¨res.

Gouvernement Canada